(N° 78.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 28 JUILLET 1903.

Rapport de la Commission de l'Industrie et du Travail, chargée d'examiner le Projet de Loi fixant les unités électriques.

(Voir les nos 88, session de 1900-1901, et 197, session de 1902-1903, de la Chambre des Représentants)

Présents : MM. le Duc d'Ursel, Président; Henricot, Mertens et Simonis, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi dont il s'agit a pour objet l'établissement d'un système légal d'unités électriques; il s'inspire des décisions prises par le Congrès international des électriciens réuni à Paris au mois d'août 1900 et confirmant les résolutions des congrès antérieurs (Paris 1881 et Chicago 1893).

En présentant ce Projet de Loi, le Gouvernement s'est conformé à l'exemple de l'ordonnance anglaise du 23 août 1894, du décret français du 26 avril 1896 et de la loi allemande du 1^{er} juin 1898.

Les diverses mesures proposées par le Gouvernement sont développées et parfaitement justifiées dans l'Exposé des motifs.

Ce Projet de Loi a été voté le 22 juillet 1903, à la Chambre des Représentants sans discussion et à l'unanimité des 113 membres présents.

Votre Commission, Messieurs, a l'honneur de vous en proposer aussi l'adoption.

Le Rapporteur,
A. SIMONIS.

Le Président, Le Duc d'URSEL.